



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.982/2
du 27 février 2023

advies 72.982/2
van 27 februari 2023

sur

over

un avant-projet de loi
‘modifiant la loi du
24 juin 2013 relative aux
sanctions administratives
communales, la Nouvelle Loi
communale et la loi du
15 mai 2007 relative à la
création de la fonction de
gardien de la paix, à la création
du service des gardiens de la
paix et à la modification de
l’article 119*bis* de la Nouvelle
Loi communale ’

een voorontwerp van wet
‘tot wijziging van de wet van
24 juni 2013 betreffende de
gemeentelijke administratieve
sancties, van de Nieuwe
Gemeentewet en van de wet
van 15 mei 2007 tot instelling
van de functie van
gemeenschapswacht, tot
instelling van de dienst
gemeenschapswachten en tot
wijziging van artikel 119*bis*
van de Nieuwe Gemeentewet’

Le 27 janvier 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, la Nouvelle Loi communale et la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la Nouvelle Loi communale'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 27 février 2023. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur, et Xavier MINY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 février 2023.

*

Op 27 januari 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, van de Nieuwe Gemeentewet en van de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswachter, tot instelling van de dienst gemeenschapswachters en tot wijziging van artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 27 februari 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur, en Xavier MINY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 februari 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Même si, depuis la modification des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' par la loi du 2 avril 2003 'modifiant certains aspects de la législation relative à l'organisation et au fonctionnement de la section de législation du Conseil d'État', le non-accomplissement des formalités ne peut plus conduire à l'irrecevabilité des demandes d'avis, il n'en reste pas moins qu'en principe la section de législation ne peut être consultée qu'à l'issue des différentes étapes de la préparation administrative de l'avant-projet concerné et après que l'organe compétent pour l'établissement de celui-ci a eu la possibilité de l'adapter éventuellement à la lumière des éléments recueillis lors de l'accomplissement des formalités. Il serait ainsi évité que le Conseil d'État donne son avis sur un projet de texte non définitif et il serait garanti que l'avis soit rendu sur la base d'une information complète concernant tous les éléments pertinents en cause¹.

Cette observation s'applique *a fortiori*, ainsi que l'a déjà signalé la section de législation, à l'avis de l'Autorité de protection des données lorsqu'il s'agit d'avant-projets et de projets qui, comme celui à l'examen, comprennent plusieurs dispositions en lien avec le traitement de données à caractère personnel, précisément pour prendre en compte le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', l'obligation consultative ayant précisément pour objectif de vérifier si le régime en projet est bien conforme aux exigences juridiques imposées en matière de traitement de données à caractère personnel.

Ainsi que l'a indiqué la déléguée du Ministre, l'avis de l'Autorité de protection des données a été demandé le 10 janvier 2023 sans toutefois avoir été rendu au moment de la saisine du Conseil d'État, si bien que celui-ci ne peut prendre en compte celui-là lors de l'examen de l'avant-projet.

Comme la section de législation l'a déjà signalé par le passé, une telle démarche est critiquable.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Avis 41.417/AG à 41.420/AG donné le 6 octobre 2006 sur des avant-projets devenus respectivement la loi du 10 mai 2007 'modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie', la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes', la loi du 10 mai 2007 'tendant à lutter contre certaines formes de discrimination' et la loi du 10 mai 2007 'adaptant le Code judiciaire à la législation tendant à lutter contre les discriminations et réprimant certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie' (*Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 51-2720/001, p. 126).

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications de l'avant-projet soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme ou ne résultant pas également des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 4

L'article 8, alinéa 4, en projet, de la loi du 24 juin 2013 'relative aux sanctions administratives communales' énonce ce qui suit :

« Dans la limite des crédits disponibles, l'État [b]elge peut subventionner les communes qui recrutent un médiateur. Les conditions et modalités de cette subvention sont fixées par le Roi. Les communes peuvent bénéficier conjointement des services d'un même médiateur qui est employé par l'une d'elles ».

D'une part, il convient de remplacer les deux premières phrases par ce qui suit :

« Dans la limite des crédits disponibles, les communes qui recrutent un médiateur peuvent se voir octroyer une subvention selon les conditions et modalités fixées par le Roi ».

D'autre part, la dernière phrase sera utilement séparée de l'alinéa pour en constituer un nouveau.

Article 7

À suivre son commentaire, l'article 7, alinéa 1^{er}, tend à remplacer, dans divers articles de la loi du 24 juin 2013, les mots « père(s) (et) mère(s) » par le mot « parents » pour viser pareillement les situations où il est question de deux pères ou de deux mères. Cependant, l'alinéa 1^{er} remplace en réalité non les termes « père(s) (et) mère(s) » mais d'autres formulations, à savoir les mots « père et mère » (articles 14, § 2, 16, alinéa 4, 17, § 2, 18, § 3, 19, § 2, 27, alinéa 3, et 31, § 1, alinéa 2, des deux versions linguistiques et article 17, § 3, de la version française) et les mots « père, mère » (articles 15 et 25, § 5, des deux versions linguistiques et article 17, § 3, de la version néerlandaise).

Quant à l'article 7, alinéa 2, il tend à modifier le mot « parents » par le mot « parent(s) » figurant aux actuels articles 22, § 1, alinéa 2, et 44, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, afin de viser également les hypothèses dans lesquelles un seul parent est concerné.

Ainsi, l'article 22, § 1, alinéa 2, de la loi du 24 juin 2013, tel qu'il serait modifié par l'article 7, alinéa 2, de l'avant-projet, énoncerait que,

« [s]'il s'agit de mineurs, le procès-verbal doit parvenir au procureur du Roi de la résidence des parent(s), du tuteur ou des personnes qui en ont la garde ».

L'article 44, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, de la même loi, tel qu'il serait modifié par l'article 7, alinéa 2, de l'avant-projet, serait rédigé comme suit :

« 1^o les nom, prénoms, date de naissance, et la résidence des personnes qui font l'objet de sanctions administratives communales ou des mesures alternatives visées à l'article 4, § 2. S'il s'agit d'un mineur, les noms, prénoms, date de naissance, et la résidence des parent(s), tuteurs ou personnes qui ont la garde ».

En d'autres termes, l'article 7, alinéa 1^{er}, remplace en réalité les mots « père et mère », mais aussi la formule « père, mère », par le mot « parents ». C'est ce dernier mot que l'article 7, alinéa 2, tend à son tour à remplacer lorsqu'il est employé aux articles 22, § 1, alinéa 2, et 44, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o.

Il appartiendra dès lors à l'auteur de l'avant-projet, premièrement, d'identifier plus clairement les termes à remplacer et, deuxièmement, à choisir entre les termes « parent(s) » et « parents » en modifiant davantage, le cas échéant, les dispositions concernées.

Par ailleurs, si l'option est prise, à l'article 44, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, actuel de la loi, d'utiliser le mot « parent(s) », la question se pose de savoir s'il n'y a pas lieu également de remplacer dans la même phrase les mots « tuteurs » et « personnes » respectivement par les mots « tuteur(s) » et « personne(s) ».

Article 9

1. L'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, en projet, de la loi du 24 juin 2013 prévoit, en sa deuxième phrase, que

« [l]'autorité ou l'entité concernée veille à ce que les noms de ses fonctionnaires ou membres du personnel qui ont une compétence de constatation soient recensés ».

Pareille formulation n'est pas suffisamment précise quant à la compétence ainsi conférée à « l'autorité ou l'entité concernée » de « désigner » les fonctionnaires ou les membres du personnel qui ont une compétence de constatation.

Cette phrase sera revue en conséquence.

2. Au 5°, compte tenu du commentaire de l'article, qui apporte cette importante précision, l'alinéa ajouté à l'article 21, § 4, de la loi sera complété par les signe et mots « , à défaut de quoi le procès-verbal concerné ne vaut que comme simple information ».

Article 10

Le texte en projet à l'article 10, 1°, gagnerait à être complété par une définition des notions de « signature électronique qualifiée » et de « cachet électronique avancé » à l'instar de l'article 3, 8° et 9°, de la loi du 5 août 1992 'sur la fonction de police'².

Article 13

Il y a lieu, dans le texte en projet, de compléter l'intitulé du règlement 2016/679 par les signes et les mots « (règlement général sur la protection des données) ».

Article 14

L'article 14 modifie les articles 17, § 2, 25, §§ 2 et 5, et 27 de la loi du 24 juin 2013 pour remplacer les mots « lettre recommandée » par les mots « lettre ou courrier électronique ».

À suivre son commentaire, cet article se justifie par les considérations suivantes :

« L'envoi et la réception de courriers recommandés entraînent [...] des difficultés pratiques dans la mesure où toute une série de formalités doivent être remplies pour ce type de courriers. En outre, cette modification répond aussi à l'évolution continue de la société où les services publics et les citoyens tentent de se contacter de plus en plus par voie digitale, tant par e-mail que par le biais de toutes sortes d'autres plateformes ».

² Article 3, 8° et 9°, de la loi du 5 août 1992 'sur la fonction de police' :

« Dans la présente loi, on entend par :

[...]

8° signature électronique qualifiée : la signature visée à l'article 3.12 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE ;

9° cachet électronique avancé : le cachet visé à l'article 3.26 du Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE ;

[...] ».

Interrogée quant à la nature des difficultés rencontrées pour l'envoi recommandé de la correspondance dans le cadre de la procédure « SAC », la déléguée de la Ministre a répondu ce qui suit :

« Les fonctionnaires sanctionneurs signalent que de nombreux courriers recommandés ne sont pas retirés et sont donc renvoyés à l'expéditeur. Par conséquent, la personne concernée à laquelle le courrier recommandé est adressé ne prend pas connaissance de cette correspondance. De ce fait, l'intéressé n'est potentiellement pas au courant du lancement de la procédure administrative et ne peut dès lors pas introduire des moyens de défense. De même, lorsque par défaut de retrait ou de réception de la correspondance recommandée, l'intéressé n'est pas informé de la décision infligeant l'amende SAC, le fonctionnaire sanctionneur est dans l'obligation de procéder à une exécution forcée et l'intéressé ne prend souvent qu'à ce moment-là connaissance de l'amende qui lui est infligée. Il n'est alors plus possible d'introduire des moyens de défense ou d'intenter un recours contre cette décision étant donné que les délais sont déjà expirés. Dans la pratique, cela engendre de nombreuses discussions.

La suppression de la correspondance recommandée présente également des avantages pour le citoyen. Celui-ci ne doit en effet plus se déplacer au bureau de poste/point poste pour envoyer et/ou retirer un courrier recommandé, ce qui représente pour lui un gain de temps et des économies.

Par ailleurs, il est constaté que d'autres services envoient eux aussi de plus en plus de notifications par courrier non recommandé (par exemple, les amendes pour infractions routières, notifications d'impôts dus, etc.) »³.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que, lorsqu'il supprime l'obligation d'un « envoi recommandé », cette suppression implique qu'il n'y a plus la preuve de l'envoi et de la réception.

D'une part, il n'est pas certain que l'envoi d'un pli simple permette de répondre aux premiers objectifs exprimés par l'auteur dès lors qu'il n'est alors plus possible de s'assurer de la prise de connaissance réelle par le citoyen d'un courrier ordinaire ou d'un courrier électronique.

D'autre part, compte tenu des effets qui sont attachés à la transmission des documents visés en l'espèce, il est recommandé, aux fins de garantir la sécurité juridique et l'égalité de traitement entre les différentes parties concernées et de prévenir de cette manière les risques de contestation, de mettre en place des systèmes dans lesquels les modes de notification autorisés sont clairement identifiés et permettent de leur donner date certaine.

³ En ce qui concerne la notification par courrier non recommandé dans le cadre de la procédure en cas d'infractions routières prévue par l'article 29 de la loi du 24 juin 2013, c'est-à-dire « pour les infractions [...] qui sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur la base des règlements généraux visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et à l'exception des infractions qui ont lieu sur les autoroutes, en particulier [...] les infractions relatives à l'arrêt et au stationnement [et] les infractions aux dispositions concernant les signaux C3 et F103, constatées exclusivement au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement, visés à l'article 62 de la même loi » (article 3, 3^o, de la loi du 24 juin 2013), il y a lieu de relever qu'une telle méthode de notification n'était pas envisagée dans l'avant-projet soumis à l'avis du Conseil d'État de sorte que celui-ci n'a pu s'exprimer sur ce point (*Doc. parl.*, Chambre, 2012-2013, n° 53-2712/001, pp. 41 et 82).

En ce qui concerne plus spécifiquement le recours au courrier électronique, il convient de relever que, dans son avis 67.849/2/V donné le 2 septembre 2020 sur un projet devenu l'arrêté royal du 23 septembre 2020 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO', la section de législation a fait l'observation suivante au sujet de la modification de l'article 18, alinéa 3, de l'arrêté royal du 30 juillet 2018, devenant l'alinéa 4, qui tendait à faire procéder à la notification de la décision d'infliger une amende administrative « par voie électronique » et non plus « par lettre recommandée à la poste » :

« S'agissant de l'envoi électronique, il est rappelé qu'il est recommandé, aux fins de garantir la sécurité juridique et l'égalité de traitement entre les différents demandeurs concernés, et de prévenir ainsi les risques de contestation, de mettre en place des systèmes dans lesquels les modes de transmission autorisés permettent de donner une date certaine à l'échange des documents concernés.

S'agissant en l'espèce de l'imposition d'une amende administrative, il convient par conséquent de prévoir le recours à un envoi électronique présentant les mêmes garanties au regard de la date certaine d'envoi et de réception que le recours à l'envoi recommandé ».

Dans son avis 72.346/2 donné le 9 novembre 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 8 février 2023 'modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 2018 relatif aux modalités de fonctionnement du registre UBO', la section de législation a par ailleurs insisté sur le fait que

« [les] sanctions administratives pouvant s'avérer particulièrement lourdes pour les intéressés, il est recommandé [...] de s'assurer que l'envoi électronique auquel il est procédé présente des garanties techniques permettant de s'assurer que la date de l'envoi soit certifiée. Ce n'est qu'à cette condition qu'il pourra être considéré que la date d'envoi correspond de manière effective à celle de la réception de la notification par son destinataire en manière telle que les délais prescrits pourront courir à son égard.

[...] ⁴ ».

L'avant-projet doit être réexaminé en tenant compte de ces considérations.

⁴ *Note de bas de page n° 9 de l'avis cité* : Il doit être rappelé à cet égard que, comme en dispose l'article XII.25, § 7, du Code de droit économique, l'équivalent « numérique » de l'envoi recommandé (et donc des fonctions probatoires spéciales qui s'attachent à celui-ci quant à la réalité de sa date d'envoi et de sa date de réception) n'est pas le simple « envoi effectué par voie électronique », c'est-à-dire le courriel, mais est l'envoi recommandé via un « service d'envoi recommandé électronique qualifié », cette notion étant définie par l'article 3, point 37, du règlement (UE) 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 'sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE'.

Selon l'article 43, paragraphe 2, du règlement européen précité, « [l]es données envoyées et reçues au moyen d'un service d'envoi recommandé électronique qualifié bénéficient d'une présomption quant à l'intégrité des données, à l'envoi de ces données par l'expéditeur identifié et à leur réception par le destinataire identifié, et à l'exactitude de la date et de l'heure de l'envoi et de la réception indiqués par le service d'envoi recommandé électronique qualifié » (en ce sens, l'avis 69.439/1-2-3-4 donné le 23 juin 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 28 novembre 2021 'visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme', *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 2175/001, pp. 143 et 144, note de bas de page n° 12, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69439.pdf>).

Article 16

1. Un intitulé est dépourvu de portée normative ⁵.

Il convient dès lors de réviser les articles pertinents plutôt que de se limiter à modifier l'intitulé du titre 2, chapitre 3, section 3, de la loi du 24 juin 2013.

2. Dans la version française du complément apporté à l'intitulé du titre 2, chapitre 3, section 3, de la loi du 24 juin 2013, le mot « les » doit être remplacé par le mot « aux ».

Article 18

1. Les dispositions qui insèrent de nouveaux articles dans une législation ou une réglementation existante doivent, le cas échéant, indiquer dans lesquelles de ses subdivisions lesdits nouveaux articles trouvent leur place.

La phrase liminaire de l'article 18 sera revu à la lumière de cette observation.

2. Le commentaire de l'article 18 expose ce qui suit :

« Au cas où deux ou plusieurs communes auraient adopté une même ordonnance de police, il sera uniquement tenu compte des amendes SAC pour des infractions commises précédemment au règlement de la commune où une nouvelle infraction a été constatée ».

En conséquence, les mots « dans la même commune » doivent, à l'article 29/1, alinéa 2, en projet, être insérés entre les mots « n'a été infligée » et les mots « au contrevenant ».

3. Il est peu heureux d'écrire à l'article 29/1, alinéa 5, en projet de la loi du 24 juin 2013 que le sursis est révoqué « de plein droit » lorsque les conditions prévues par cet alinéa sont remplies tout en disposant à l'alinéa suivant que cette révocation doit être « reprise » (lire : « énoncée ») dans la décision prononçant la nouvelle amende administrative. Il résulte en effet de cet alinéa 6 que cette révocation doit résulter de manière expresse de cette dernière décision, ce qui n'est pas compatible avec la notion de révocation « de plein droit ». Pareil mécanisme de révocation expresse est par ailleurs nécessaire au regard de la sécurité juridique.

Pour pallier cette difficulté tout en rencontrant l'intention de l'auteur de l'avant-projet, les mots « Le sursis est révoqué de plein droit », à l'alinéa 5 en projet, doivent être remplacés par les mots « Le sursis doit être révoqué ».

4. À l'article 21/1, alinéa 5, en projet de la version française, le mot « que » sera inséré entre les mots « et » et « cette ».

⁵ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, <http://www.raadvst-consetat.be>, onglet « Technique législative », recommandation n° 13.

Article 22

1. L'article 44, § 5, 1°, en projet paraphrase l'article 5, paragraphe 1, f), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)'.

Dès lors que celui-ci est pourvu de l'effet direct, il n'est pas admissible de procéder à pareil rappel.

La disposition à l'examen sera omise.

La même observation vaut pour l'article 134sexies, § 7, alinéa 2, première phrase, et alinéa 4, 1°, en projet de la Nouvelle loi communale (article 24 de l'avant-projet).

Article 24

Lorsque plusieurs articles successifs modifient une même loi, les mots « de la même loi » figureront dans la phrase introductive des articles qui suivent le premier article modificatif, ce dernier désignant bien, quant à lui, la loi dont les dispositions sont modifiées en mentionnant sa dénomination complète ⁶.

En outre, pour chaque article modifié, il convient de mentionner l'historique de ses modifications antérieures encore en vigueur ⁷.

En conséquence, dans la phrase liminaire de l'article 24, les mots « À l'article 134sexies de la Nouvelle loi communale » seront remplacés par les mots « À l'article 134sexies de la même loi, inséré par la loi du 4 juin 2013 ».

Article 25

Telle qu'elle est rédigée, la seconde phrase de l'article 8, alinéa 3, en projet de la loi du 15 mai 2007 'relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale' n'habilite pas le Roi à déterminer le contenu de l'examen psychotechnique dont il est question dans cette disposition.

Cette lacune sera comblée.

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 112.

⁷ *Ibidem*, recommandations n°s 113 à 115.

Article 26

L'article 14, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007 'relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service des gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale' ne comprenant qu'une seule phrase, les mots « la première phrase du premier alinéa » sera remplacé par le mot « l'alinéa 1^{er} » et le mot « complétée » sera remplacé par le mot « complété ».

Article 27

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé à dix jours par l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Hoewel de omstandigheid dat vormvereisten niet vervuld zijn sinds de wijziging van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’ bij de wet van 2 april 2003 ‘tot wijziging van sommige aspecten van de wetgeving met betrekking tot de inrichting en de werkwijze van de afdeling wetgeving van de Raad van State’ niet meer kan leiden tot de niet-ontvankelijkheid van adviesaanvragen, dient erop gewezen te worden dat het beginsel blijft dat de afdeling Wetgeving pas om advies kan worden gevraagd nadat het betrokken voorontwerp alle achtereenvolgende stadia van de administratieve voorbereiding doorlopen heeft en nadat het orgaan dat bevoegd is om het voorontwerp vast te stellen de mogelijkheid gehad heeft het eventueel aan te passen in het licht van de elementen die bij het vervullen van de vormvereisten naar voren gekomen zijn. Aldus zou vermeden worden dat de Raad van State advies zou uitbrengen over een niet-definitieve ontwerptekst en zou gewaarborgd worden dat het advies uitgebracht wordt met volledige kennis van alle ter zake relevante elementen.¹

Zoals de afdeling Wetgeving reeds opgemerkt heeft, geldt die opmerking *a fortiori* voor het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit wanneer het gaat om voorontwerpen en ontwerpen die, net zoals het voorliggende, verscheidene bepalingen bevatten in verband met de verwerking van persoonsgegevens, precies om rekening te houden met verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, aangezien de adviesverplichting er precies toe strekt na te gaan of de ontworpen regeling wel in overeenstemming is met de juridische vereisten die voor de verwerking van persoonsgegevens gelden.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Advies 41.417/AV tot 41.420/AV van 6 oktober 2006, over voorontwerpen die geleid hebben tot respectievelijk de wet van 10 mei 2007 ‘tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden’, de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen’, de wet van 10 mei 2007 ‘ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie’ en de wet van 10 mei 2007 ‘tot aanpassing van het Gerechtelijk Wetboek aan de wetgeving ter bestrijding van discriminatie en tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden’ (Parl.St. Kamer 2006-07, nr. 51-2720/001, 126).

Zoals de gemachtigde van de minister aangegeven heeft, is op 10 januari 2023 om het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit verzocht maar was dat advies nog niet gegeven toen de Raad van State geadieerd is, zodat de Raad daarmee geen rekening kan houden bij het onderzoek van het voorontwerp.

Zoals de Raad van State in het verleden reeds aangegeven heeft, is die werkwijze vatbaar voor kritiek.

Indien het voorontwerp dat aan de Raad van State voorgelegd is naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog andere dan louter vormelijke wijzigingen zou ondergaan die niet eveneens zouden voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, zouden de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt aan de afdeling Wetgeving voorgelegd moeten worden overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 4

Het ontworpen artikel 8, vierde lid, van de wet van 24 juni 2013 ‘betreffende de gemeentelijke administratieve sancties’ luidt als volgt:

“Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kan de Belgische [S]taat de gemeenten die een bemiddelaar aanwerven, subsidie ren. De voorwaarden en modaliteiten van deze subsidie worden vastgelegd door de Koning. De gemeenten kunnen samen genieten van de diensten van eenzelfde bemiddelaar, die door een ervan wordt tewerkgesteld.”

Enerzijds dienen de eerste twee zinnen vervangen te worden als volgt:

“Binnen de perken van de beschikbare kredieten kan aan de gemeenten die een bemiddelaar aanwerven een subsidie verleend worden volgens de door de Koning vastgestelde voorwaarden en nadere regels.”

Anderzijds dient de laatste zin uit dat lid gelicht te worden om een nieuw lid te vormen.

Artikel 7

Luidens de bespreking ervan strekt artikel 7, eerste lid, ertoe om in verscheidene artikelen van de wet van 24 juni 2013, de woorden “vader(s) (en) moeder(s)” te vervangen door het woord “ouders” teneinde op dezelfde wijze eveneens te verwijzen naar situaties waar sprake is van twee vaders of twee moeders. Bij het eerste lid worden in feite evenwel niet de woorden “vader(s) (en) moeder(s)” vervangen maar wel andere formuleringen, te weten de woorden “vader en moeder” (artikelen 14, § 2, 16, vierde lid, 17, § 2, 18, § 3, 19, § 2, 27, derde lid, en 31, § 1, tweede lid, van beide taalversies en artikel 17, § 3, van de Franse versie) en de woorden “vader, moeder” (artikelen 15 en 25, § 5, van beide taalversies en artikel 17, § 3, van de Nederlandse versie).

Artikel 7, tweede lid, zijnerzijds, strekt tot wijziging van het woord “ouders” door het woord “ouder(s)” in de huidige artikelen 22, § 1, tweede lid, en 44, § 2, eerste lid, 1°, teneinde eveneens de gevallen te beogen waarin het slechts om één ouder gaat.

Zodoende zou artikel 22, § 1, tweede lid, van de wet van 24 juni 2013, zoals het bij artikel 7, tweede lid, van het voorontwerp gewijzigd zou worden als volgt luiden:

“Indien het om minderjarigen gaat, moet het proces-verbaal toekomen bij de procureur des Konings van de verblijfplaats van de ouder(s), de voogd of de personen die er de hoede over hebben.”

Zoals artikel 44, § 2, eerste lid, 1°, van dezelfde wet, bij artikel 7, tweede lid, van het voorontwerp gewijzigd zou worden, zou die bepaling als volgt luiden:

“1° de naam, voornamen, geboortedatum en verblijfplaats van de personen die het voorwerp uitmaken van gemeentelijke administratieve sancties of van de in artikel 4, § 2, bedoelde alternatieve maatregelen. In het geval van een minderjarige, de namen, voornamen, geboortedatum en de verblijfplaats van de ouder(s), voogden of personen die hem onder hun hoede hebben;”.

Met andere woorden, bij artikel 7, eerste lid, worden in feite de woorden “vader en moeder”, maar ook de formulering “vader, moeder”, vervangen door het woord “ouders”. Artikel 7, tweede lid, strekt op zijn beurt tot vervanging van net dat woord “ouders” wanneer het gebruikt wordt in de artikelen 22, § 1, tweede lid, en 44, § 2, eerste lid, 1°.

Het staat dan ook aan de steller van het voorontwerp om, in de eerste plaats, nauwkeuriger te vermelden welke termen vervangen moeten worden en, in de tweede plaats, een keuze te maken tussen de termen “ouder(s)” en “ouders” en, in voorkomend geval, de bepalingen in kwestie nog te wijzigen.

Als er voor gekozen wordt om in het huidig artikel 44, § 2, eerste lid, 1°, van de wet het woord “ouder(s)” te gebruiken, rijst bovendien de vraag of in dezelfde zin de woorden “voogden” en “personen” niet eveneens vervangen dienen te worden door respectievelijk de woorden “voogd(en)” en “perso(o)n(en)”.

Artikel 9

1. De tweede zin van het ontworpen artikel 21, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 24 juni 2013 luidt als volgt:

“De betrokken overheid of entiteit zorgt ervoor dat de namen van hun ambtenaren of personeelsleden die vaststellingsbevoegdheid hebben, opgelijst worden.”

Een dergelijke formulering is niet nauwkeurig genoeg wat betreft de aldus verleende bevoegdheid aan de “betrokken overheid of entiteit” inzake het “aanwijzen” van ambtenaren of personeelsleden die vaststellingsbevoegdheid hebben.

Die zin moet dienovereenkomstig herzien worden.

2. In de bepaling onder 5° moet, gelet op de bespreking van artikel 9, waarin die belangrijke precisering opgenomen is, het lid dat in artikel 21, § 4, van de wet ingevoegd wordt, aangevuld worden als volgt “, zo niet geldt het proces-verbaal in kwestie slechts als loutere inlichting”.

Artikel 10

Het zou goed zijn de ontworpen tekst in artikel 10, 1°, aan te vullen met de definitie van de begrippen “gekwalficeerde elektronische handtekening” en “geavanceerd elektronisch zegel”, naar het voorbeeld van artikel 3, 8° en 9°, van de wet van 5 augustus 1992 ‘op het politieambt’.²

Artikel 13

In de ontworpen tekst dient het opschrift van verordening 2016/679 aangevuld te worden met de leestekens en de woorden “(algemene verordening gegevensbescherming)”.

² Artikel 3, 8° en 9°, van de wet van 5 augustus 1992 ‘op het politieambt’:

“In deze wet wordt verstaan onder:

(...)

8° gekwalficeerde elektronische handtekening: de handtekening bedoeld in artikel 3.12 van de Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende de elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG;

9° geavanceerd elektronisch zegel: het zegel bedoeld in artikel 3. 26 van de Verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 betreffende de elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG;

(...).”

Artikel 14

Bij artikel 14 worden de artikelen 17, § 2, 25, §§ 2 en 5, en 27 van de wet van 24 juni 2013 aldus gewijzigd dat daarin de woorden “aangetekende brief” vervangen worden door de woorden “brief of elektronische post”.

Volgens de bespreking van dat artikel geldt daarvoor de volgende verantwoording:

“Het versturen en ontvangen van aangetekende briefwisseling brengt (...) praktische moeilijkheden met zich mee doordat een aantal formaliteiten moeten vervuld worden bij de verzending en de ontvangst van dergelijke post. Bovendien komt deze wijziging ook tegemoet aan de steeds evoluerende maatschappij waar overheidsdiensten en burgers elkaar steeds meer via digitale weg trachten te bereiken, zowel per mail als via allerhande andere platformen.”

Op een vraag in verband met de aard van de moeilijkheden die zich voordoen bij het aangetekend verzenden van brieven in het kader van de “GAS-procedure”, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Les fonctionnaires sanctionneurs signalent que de nombreux courriers recommandés ne sont pas retirés et sont donc renvoyés à l'expéditeur. Par conséquent, la personne concernée à laquelle le courrier recommandé est adressé ne prend pas connaissance de cette correspondance. De ce fait, l'intéressé n'est potentiellement pas au courant du lancement de la procédure administrative et ne peut dès lors pas introduire des moyens de défense. De même, lorsque par défaut de retrait ou de réception de la correspondance recommandée, l'intéressé n'est pas informé de la décision infligeant l'amende SAC, le fonctionnaire sanctionneur est dans l'obligation de procéder à une exécution forcée et l'intéressé ne prend souvent qu'à ce moment-là connaissance de l'amende qui lui est infligée. Il n'est alors plus possible d'introduire des moyens de défense ou d'intenter un recours contre cette décision étant donné que les délais sont déjà expirés. Dans la pratique, cela engendre de nombreuses discussions.

La suppression de la correspondance recommandée présente également des avantages pour le citoyen. Celui-ci ne doit en effet plus se déplacer au bureau de poste/point poste pour envoyer et/ou retirer un courrier recommandé, ce qui représente pour lui un gain de temps et des économies.

Par ailleurs, il est constaté que d'autres services envoient eux aussi de plus en plus de notifications par courrier non recommandé (par exemple, les amendes pour infractions routières, notifications d'impôts dus, etc.).”³

³ Wat de kennisgeving per niet aangetekende brief betreft in het kader van de procedure voor verkeersovertredingen zoals bedoeld in artikel 29 van de wet van 24 juni 2013, te weten “voor de (...) inbreuken die worden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op basis van de algemene reglementen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer en met uitzondering van de overtredingen op autosnelwegen, meer in het bijzonder (...) de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren (...) en de overtredingen van de bepalingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, uitsluitend vastgesteld door automatisch werkende toestellen, bedoeld in artikel 62 van dezelfde wet” (artikel 3, 3°, van de wet van 24 juni 2013), dient opgemerkt te worden dat een dergelijke methode van kennisgeving niet voorzien was in het voorontwerp dat om advies aan de Raad van State voorgelegd is, zodat die zich op dat punt niet heeft kunnen uitspreken (*Parl.St.* Kamer 2012-13, n° 53-2712/001, 41 en 82).

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt gevestigd op het feit dat, wanneer hij de verplichting van een “aangetekende zending” opheft, die opheffing impliceert dat er geen bewijs meer is van de verzending en de ontvangst.

Enerzijds is het niet zeker of de eerste door de steller verwoorde doelstellingen gehaald kunnen worden met het versturen van een gewone brief, aangezien het dan niet langer mogelijk is zich ervan te vergewissen of de burger daadwerkelijk kennisgenomen heeft van de gewone brief of de elektronische post.

Rekening houdend met de gevolgen die verbonden zijn aan de verzending van de *in casu* beoogde documenten, verdient het anderzijds aanbeveling, teneinde de rechtszekerheid en de gelijke behandeling van de onderscheiden betrokken partijen te waarborgen en zodoende het risico op betwisting af te wenden, regelingen in te voeren waarin de toegelaten wijzen van kennisgeving duidelijk vermeld zijn en het mogelijk maken daaraan een vaste datum toe te kennen.

Wat meer specifiek het gebruik van elektronische post betreft, dient opgemerkt te worden dat de afdeling Wetgeving in advies 67.849/2/V van 2 september 2020 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 23 september 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’, de volgende opmerking geformuleerd heeft met betrekking tot de wijziging van het derde lid van artikel 18 van het koninklijk besluit van 30 juli 2018, dat het vierde lid zou worden en ertoe strekte kennis te doen geven van de beslissing om een administratieve sanctie op te leggen “op elektronische wijze” en niet langer “met een bij de post aangetekend schrijven”:

“Er wordt in verband met de elektronische verzending aan herinnerd dat het aangewezen is regelingen in te voeren waarin men op grond van de toegelaten wijzen van verzending een vaste datum kan toekennen aan de wisseling van de betreffende documenten. Op die manier kunnen de rechtszekerheid en de gelijke behandeling van de verschillende betrokken aanvragers worden gewaarborgd, en kan aldus het risico op betwisting worden afgewend.

In verband met, *in casu*, het opleggen van een administratieve geldboete dient men er dus te voor te zorgen dat een elektronische verzending dezelfde waarborgen biedt, ten aanzien van de vaste datum van verzending en ontvangst, als de aangetekende zending.”

In advies 72.346/2 van 9 november 2022 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 8 februari 2023 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 2018 betreffende de werkingsmodaliteiten van het UBO-register’, heeft de afdeling Wetgeving bovendien de aandacht gevestigd op het volgende:

“[Aangezien] administratieve sancties (...) bijzonder zwaar kunnen uitvallen voor de betrokkenen, zou men er zich (...) van moeten vergewissen dat de toegepaste elektronische verzending technische waarborgen biedt zodat men er zeker van kan zijn dat de datum van verzending gecertificeerd is. Alleen op die voorwaarde kan men ervan uitgaan dat de datum van de verzending effectief overeenstemt met de datum van de ontvangst van de kennisgeving door de bestemming, zodat de voorgeschreven termijnen ten opzichte van hem kunnen ingaan.

(...)⁴.”

Het voorontwerp moet opnieuw onderzocht worden rekening houdend met deze overwegingen.

Artikel 16

1. Een opschrift heeft geen verordenende kracht.⁵

Bijgevolg dient men de relevante artikelen te herzien in plaats van alleen het opschrift van titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 3, van de wet van 24 juni 2013 te wijzigen.

2. In de Franse tekst van de aanvulling van het opschrift van titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 3, van de wet van 24 juni 2013, moet het woord “les” vervangen worden door het woord “aux”.

⁴ Voetnoot 9 van het geciteerde advies: In dat verband moet eraan herinnerd worden dat, zoals in artikel XII.25, § 7, van het Wetboek van economisch recht wordt bepaald, het “digitale” equivalent van de aangetekende zending (en dus van de bijzondere bewijstaken die eraan verbonden zijn met betrekking tot de realiteit van de datum van verzending en de datum van ontvangst ervan) niet gewoon de “verzending langs elektronische weg” is, dat wil zeggen de e-mail, maar wel de aangetekende verzending via een “dienst van gekwalificeerde elektronische aangetekende zending”. Dat begrip sluit aan bij het begrip “gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging”, gedefinieerd in artikel 3, punt 37, van verordening (EU) nr. 910/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 ‘betreffende elektronische identificatie en vertrouwensdiensten voor elektronische transacties in de interne markt en tot intrekking van Richtlijn 1999/93/EG’.

Volgens artikel 43, lid 2, van de voormelde Europese verordening “[geldt voor] gegevens die via een gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging worden verstuurd en ontvangen, (...) het vermoeden van integriteit van de gegevens, van de verzending van die gegevens door de geïdentificeerde afzender, van de ontvangst daarvan door de geïdentificeerde geadresseerde, en van de nauwkeurigheid van de datum en het tijdstip van verzending en van ontvangst, zoals aangegeven door de gekwalificeerde dienst voor elektronisch aangetekende bezorging” (zie in die zin advies 69.439/1-2-3-4 van 23 juni 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 28 november 2021 ‘om justitie menselijker, sneller en straffer te maken’ (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 2175/001, 143 en 144, voetnoot 12, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69439.pdf>).

⁵ *Beginnelen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevendende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 13.

Artikel 18

1. In bepalingen waarbij nieuwe artikelen ingevoegd worden in een bestaande wet- of regelgeving moet, in voorkomend geval, vermeld worden in welke onderverdeling daarvan die nieuwe artikelen in te passen zijn.

De inleidende zin van artikel 18 moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

2. In de bespreking van artikel 18 staat het volgende:

“Ingeval twee of meer gemeenten een zelfde politieverordening zouden hebben aangenomen, wordt enkel rekening gehouden met GAS-boetes voor eerder begane inbreuken op het reglement van de gemeente waar opnieuw een inbreuk werd vastgesteld.”

Bijgevolg moeten in het ontworpen artikel 29/1, tweede lid, de woorden “in dezelfde gemeente” ingevoegd worden tussen de woorden “aan de overtreder” en de woorden “geen andere”.

3. Het is niet zo goed om in het ontworpen artikel 29/1, vijfde lid, van de wet van 24 juni 2013 te schrijven dat het uitstel “van rechtswege” herroepen wordt wanneer voldaan is aan de voorwaarden bedoeld in dat lid en in het volgende lid te bepalen dat die herroeping “opgenomen” (lees: “vermeld”) moet worden in de beslissing waarbij de nieuwe administratieve sanctie uitgesproken wordt. Uit dat zesde lid volgt immers dat die herroeping uitdrukkelijk moet blijken uit die laatstgenoemde beslissing, wat niet verenigbaar is met het begrip herroeping “van rechtswege”. Een dergelijk mechanisme van uitdrukkelijke herroeping is bovendien noodzakelijk ter wille van de rechtszekerheid.

Om die moeilijkheid te verhelpen en tegelijk tegemoet te komen aan de bedoeling van de steller van het voorontwerp, moeten in het ontworpen vijfde lid de woorden “Het uitstel wordt van rechtswege herroepen” vervangen worden door de woorden “Het uitstel moet herroepen worden”.

4. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 21/1, vijfde lid, moet het woord “que” ingevoegd worden tussen de woorden “et” en “cette”.

Artikel 22

1. Het ontworpen artikel 44, § 5, 1°, is een parafrase van artikel 5, lid 1, f), van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’.

Aangezien die verordening directe werking heeft, kan niet aanvaard worden dat aldus aan die bepaling herinnerd wordt.

De voorliggende bepaling moet weggelaten worden.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 134sexies, § 7, tweede lid, eerste zin, en vierde lid, 1°, van de Nieuwe Gemeentewet (artikel 24 van het voorontwerp).

Artikel 24

Indien eenzelfde wet bij verscheidene opeenvolgende artikelen gewijzigd wordt, moeten de woorden “van dezelfde wet” worden opgenomen in de inleidende zin van de artikelen die volgen op het eerste wijzigingsartikel, dat, zijnerzijds, wel degelijk moet verwijzen naar de wet waarvan de bepalingen gewijzigd worden door de volledige benaming ervan op te geven.⁶

Daarenboven dienen voor elk gewijzigd artikel alle vroegere wijzigingen opgegeven te worden die nog geldig zijn.⁷

Bijgevolg moeten in de inleidende zin van artikel 24 de woorden “in artikel 134sexies van de Nieuwe Gemeentewet” vervangen worden door de woorden “in artikel 134sexies van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 4 juni 2013”.

Artikel 25

Zoals de tweede zin van het ontworpen artikel 8, derde lid, van de wet van 15 mei 2007 ‘tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van het artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet’ gesteld is, wordt de Koning daarbij niet gemachtigd om de inhoud te bepalen van het psychotechnisch onderzoek waarvan in die bepaling sprake is.

Die leemte moet aangevuld worden.

⁶ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 112.

⁷ *Ibidem*, aanbevelingen 113 tot 115.

Artikel 26

Aangezien artikel 14, eerste lid, van de wet van 15 mei 2007 ‘tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet’ slechts één zin bevat, moeten de woorden “de eerste zin van het eerste lid” worden vervangen door de woorden “het eerste lid” en moet in de Franse tekst het woord “complétée” vervangen worden door het woord “complété”.

Artikel 27

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding vastgesteld op tien dagen bij artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, dient in beginsel afgezien te worden van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om van de nieuwe regels kennis te nemen.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT